



CNT Supérieur et Recherche

Syndicat de combat ! autogestionnaire ! et sans permanents !

Nous, étudiant.e.s syndicalistes de la CNT-Supérieur Recherche, affirmons notre soutien à nos camarades Victor et Micka, subissant actuellement une procédure disciplinaire pour avoir participé à la mobilisation contre la hausse des frais d'inscription le mois dernier. Il est intolérable que des étudiants mobilisés risquent l'exclusion en raison de leur activité militante.

Déjà, il y a trois semaines, la présidence les avait interdits de circuler dans la fac pour une durée de plusieurs mois, et ce de manière arbitraire, sans aucune sanction préalable.

Main dans la main avec la répression policière et judiciaire, qui a condamné Victor à 4 mois de prison avec sursis ainsi que Roga à 6 mois de prison fermes, Balaudé cible les étudiants mobilisés et leur fait payer leur engagement politique à l'aide d'un véritable harcèlement administratif.

Rappelons qu'en avril dernier, la présidence avait déjà réclamé et obtenu une intervention policière au sein de l'université afin de réprimer une AG étudiante, et ce en pleine commémoration du cinquantenaire de mai 68. Toute l'hypocrisie de la faculté est révélée au grand jour, Balaudé n'hésitant pas à appeler les CRS pour empêcher toute contestation critique de l'ordre établi alors que, dans le même temps, il revendique l'héritage d'une révolte étudiante historique.

La présidence n'a eu de cesse d'affirmer son soutien aux étudiant.e.s en lutte mais mettait, au même instant, tout en œuvre pour étouffer la mobilisation et visait à remplacer les débats que celle-ci a engendrés par un simple vote consultatif sur internet qui dépolitisait totalement le blocage et ne laissait aucune place à la confrontation démocratique d'idées.

La répression anti-syndicale que subissent Victor et Micka s'inscrit dans un contexte plus large d'offensive sécuritaire de la part de l'État aux abois qui ne répond aux mobilisations sociales que par la violence et l'agression policière.

Alors que les interventions policières à l'intérieur d'universités étaient rarissimes depuis 1986, le récent mouvement étudiant contre la loi ORE a vu se multiplier les descentes de police afin d'évacuer des universités bloquées ou occupées, que ce soit à Tolbiac, Nanterre, Nantes, Grenoble ou Montpellier.

Dans les lycées également, des policiers de la BAC sont présents dès l'aube devant de nombreux bahuts pour empêcher physiquement des blocages et procéder à des interpellations souvent violentes. Cette violence est bien évidemment plus présente en banlieue qu'ailleurs, mais elle n'a de cesse de gagner du terrain. Nous avons tou.te.s en tête l'image des lycéen.ne.s de Mantes-la-Jolie, agenouillé.e.s au sol les mains sur la tête durant près de 4 heures, pendant que des flics armés défilent entre les rangs en les gratifiant de brimades humiliantes. Encore une fois, la gestion raciste et sécuritaire des quartiers populaires sert de laboratoire de la répression pour s'étendre ensuite à l'ensemble des mouvements sociaux.

Plus généralement, c'est tout le droit de manifester qui est de plus en plus menacé par la gestion militaire qu'oppose le gouvernement Macron aux luttes sociales, comme en attestent les milliers de Gilets Jaunes blessé.e.s. Même des institutions bourgeoises telles que l'ONU ou le Défenseur des Droits Jacques Toubon, aux côtés d'Amnesty International, s'inquiètent de la recrudescence de violences policières en France.

Il est urgent de s'organiser pour défendre nos droits et contre-attaquer !

La CNT-SR, le STE93 et le STE75 réaffirment leur soutien à Victor et Micka et exigent que toute poursuite à leur égard soit abandonnée.

